

Communiqué de presse du Collectif des vacataires de Paris Musées au 20 février 2020 :

Le collectif des vacataires, appuyé par plusieurs syndicats (CGT, FO, Sud, SUPAP-FSU), a été reçu à l'Hôtel de Ville par M. Christophe Girard, Président de Paris Musées et Adjoint à la Culture de la Maire de Paris, ce mercredi 19 février. La réunion s'est tenue en présence de Mme Delphine Lévy, DG de Paris Musées, de Mme Frédérique Lancestremère, DRH de la Ville de Paris et de M. Yohann Turbet Delof, Directeur de cabinet de l'Adjoint à la Culture. Nous constatons que la possibilité d'une discussion sur le statut des vacataires de Paris Musées semble s'être ouverte et nous nous en réjouissons.

Au cours de cette réunion, M. Christophe Girard a annoncé :

- L'envoi d'un courrier au Directeur Régional de Pôle emploi, afin de clarifier le traitement de nos déclarations de ressources. Nous espérons que ce courrier permettra que les demandes de remboursement indues de Pôle Emploi (qui sont une des conséquences du paiement différé des vacataires), et auxquelles plusieurs collègues ont été confrontés, prennent fin.
- Le possible renouvellement des agents actuellement en poste pour les prochaines expositions de l'année, soit dès avril 2020. Ce renouvellement ne serait possible qu'une seule fois.

Si cette annonce était suivie d'effet, elle constituerait une avancée par rapport à l'état précédent des discussions. Une première réunion avec la Direction Générale et les DRH, il y a deux semaines, avait mis en évidence que la précarité inhérente à notre statut actuel était encore aggravée par la politique de recrutements de Paris Musées, qui a fait le choix de renouveler en permanence le « vivier des vacataires » (selon les termes employés par Delphine Lévy). Mais rien ne garantit pour le moment que les 53 personnes qui se sont portées à notre connaissance seront effectivement prioritaires pour un renouvellement, et qu'il n'y aura pas de discrimination à l'encontre de celles qui se sont engagées dans le mouvement social contre les retraites. Nous en adressons aujourd'hui la liste nominative à M. Girard et lui demandons de garantir leur renouvellement effectif et ce, sans période d'essai.

Les ouvertures qui ont été amorcées ce jour ne sont évidemment pas suffisantes. Ce que nous y voyons de plus positif est qu'après deux mois de mobilisation, de grève, d'actions et d'interpellations de notre Direction, celle-ci accepte d'ouvrir une discussion permettant de mettre en lumière la précarité d'une fraction importante des travailleurs dépendant de la Ville de Paris, une précarité qui est aggravée par la casse sociale opérée par Macron et son gouvernement, d'une part, mais aussi par le schéma d'organisation et la politique de recrutement de Paris Musées, de l'autre. Néanmoins ses propositions ne sont pas de véritables réponses à nos revendications, et constituent plutôt une stratégie d'évitement. Partant du constat que notre statut de « vacataires » nous prive de nombreux droits et ne

correspond pas à la réalité des contrats que nous signons, nous continuons de demander la reconnaissance immédiate de notre statut de contractuel et ainsi la fin des carences, l'extension à 6 mois de la durée de nos contrats, assortie de la possibilité de leur renouvellement, ainsi que la création de postes de titulaires.

Nous restons résolus et mobilisés, convaincus de la légitimité de notre combat pour la reconnaissance de notre statut de contractuel comme du fait que seules les mobilisations collectives ont le pouvoir de faire avancer nos revendications. Au-delà des vacataires qui sont en poste pour quelques jours encore et de ceux qui viennent tout juste de quitter le leur, nous voulons qu'à l'avenir, les prochains agents temporaires de Paris Musées soient recrutés sous de meilleurs statuts. Aussi les avancées de ce jour ne sont qu'une première étape, très insuffisante, et qui doit encore être traduite dans la réalité par le renouvellement effectif des 53 personnes qui en ont fait la demande. Nous ne lâchons rien!

Collectif des vacataires de Paris Musées, le 20 février 2020.